

Pau, le 24 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0061

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 2 février 1988 réglementant l'emplacement de livraison au droit des numéros 27 et 29 rue de Monpezat ;
Considérant que cet emplacement de livraison est dorénavant réglementé par l'arrêté municipal n°AP-2017-0156 en date du 23 novembre 2017 qui n'abroge pas le précédent ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 2 février 1988 qui réglementait l'emplacement de livraison au droit des numéros 27 et 29 rue de Monpezat est abrogé.


ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

08 MARS 2023

Affiché le :
Désaffiché le :


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire